

# La sécurité et la stabilité en Turquie

L'évolution de la situation politique et sécuritaire en Turquie a des répercussions profondes. L'instabilité intérieure, le terrorisme djihadiste lié à la guerre en Syrie et la reprise du conflit kurde ont fortement détérioré la sécurité dans le pays. Quelles sont les causes de ces développements et quelles sont les perspectives qui se dessinent pour le pays?

Par Fabien Merz

Géographiquement, politiquement et culturellement, la Turquie se trouve au carrefour entre l'Europe et l'Asie. Considérée comme une puissance économique émergente, elle est notamment membre du G20, de l'OCDE, de l'OTAN ainsi que candidate à l'adhésion à l'UE. Du seul fait de sa situation géographique, la Turquie joue non seulement un rôle majeur dans la région, mais sa stabilité revêt également une importance stratégique pour l'Occident. Ainsi, le pays a une influence sur la guerre civile en Syrie voisine et occupe une place centrale dans la question des flux migratoires, la lutte mondiale contre le terrorisme ainsi que la sécurisation du flanc sud-est de l'OTAN.

L'AKP (Parti de la justice et du développement) est un parti conservateur sur le plan sociopolitique, enraciné dans l'islam politique, mais libéral sur les questions économiques. Il y a près de dix ans, sous la direction du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, il semblait avoir réussi à réconcilier une identité musulmane explicitement sunnite avec des institutions parlementaires, des principes démocratiques et une orientation pro-occidentale. Les limites de cette évolution sont toutefois apparues à l'été 2013, lorsque le mouvement protestataire du parc Gezi contre les tendances de plus en plus autoritaires d'Erdogan et sa



Le quartier général de la police à Ankara endommagé après la tentative de coup d'État le 15 juillet 2016.  
*Osman Orsal / Reuters*

politique perçue comme une islamisation rampante ont été réprimées dans la violence.

Depuis, les dérives autoritaires de l'AKP aux mains d'Erdogan n'ont cessé de s'intensifier. Un coup d'État militaire a eu lieu en juillet 2016, dans le contexte d'une situation politique tendue et d'une société turque de

plus en plus polarisée. L'opération a échoué. En réaction, le gouvernement turc a procédé à une vaste «purge» qui a entre autre aussi durement frappé les forces de sécurité. Les faits se sont produits à un moment où le terrorisme djihadiste se répandait à l'intérieur du pays, dans le sillage de la guerre de Syrie. Par ailleurs, le conflit kurde a repris depuis mi-2015. Ces événements ont

fortement détérioré la stabilité et la sécurité en Turquie au cours des dernières années. La présente analyse explore les facteurs moteurs de cette évolution, en se concentrant sur leurs implications pour la situation de sécurité à l'intérieur de la Turquie.

### Vers l'autoritarisme

L'AKP, cofondé par Erdogan, est arrivé démocratiquement au pouvoir en 2002. Grâce à diverses réformes, la Turquie a d'abord connu une forte croissance économique, réalisé des progrès dans l'établissement de principes démocratiques et adopté une position pro-occidentale. Des négociations d'adhésion officielles ont alors été ouvertes en 2005 entre la Turquie et l'UE.

Cette nouvelle image de la Turquie a commencé à se fissurer en 2008. À cette époque, les premiers signes de dérive autocratique d'Erdogan se sont manifestés sous la forme de vagues d'arrestations et de procès contre des opposants politiques. Un tournant décisif a eu lieu à l'été 2013, lorsque les manifestations autour du parc Gezi d'Istanbul ont été réprimées dans la violence. Initialement dirigées contre l'urbanisation d'espaces verts, les protestations s'étaient grandement élargies pour se tourner contre Erdogan lui-même et ses tendances autoritaires ainsi que contre une politique rampante d'islamisation. La Turquie a été publiquement critiquée pour la manière dont elle a étouffé le mouvement protestataire, notamment par les États-Unis et l'UE, qui a provisoirement interrompu les négociations d'adhésion.

Depuis lors, la propension du gouvernement AKP d'Erdogan à saper les normes démocratiques et la laïcité ancrée dans la Constitution a pris un caractère systéma-

### Au cours des dernières années, la situation sécuritaire s'est fortement détérioré.

Les pressions exercées sur la société civile et les médias se sont intensifiées, l'accès à différents réseaux sociaux est régulièrement restreint et des lois érodant les mécanismes constitutionnels de contrôle de l'exécutif ainsi que la laïcité ont été adoptés. Ces évolutions ont entraîné une forte polarisation de la société turque. Erdogan est soutenu par les couches rurales, généralement plus pauvres et plus religieuses, tandis que les grandes villes à tendance plus laïque et proches des côtes, ainsi que la majorité des Kurdes, rejettent fermement sa politique. C'est grâce à cet appui rural que

l'AKP et Erdogan ont pu faire pencher les élections en leur faveur, même si ce fut parfois de justesse. C'est ce qui s'est produit lors des élections législatives de 2011 et, après une élection anticipée, aussi en 2015, et lors du référendum constitutionnel très controversé de 2017.

Des luttes intestines répétées ont également éclaté entre différents groupes d'intérêts au sein de l'État turc, notamment entre l'AKP et le mouvement islamique Gülen, un ancien allié surtout ancré dans le système judiciaire et éducatif, devenu hostile au parti. En réponse, l'AKP a limogé et arrêté certains opposants politiques à l'intérieur et à l'extérieur des structures étatiques. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a souligné en juin 2016 dans une résolution que l'évolution récente de la situation en Turquie en ce qui concerne la liberté de la presse et d'opinion, ainsi que l'érosion de l'État de droit et du respect des droits humains soulevaient de sérieuses questions quant à la préservation de ses institutions démocratiques.

### La tentative de coup d'État

Dans ce climat politique de plus en plus polarisé et marqué par les luttes intestines, la nuit du 15 au 16 juillet 2016 a été le théâtre d'un coup d'État militaire. Accusant Gülen de cette tentative de renversement du pouvoir, Erdogan a pris des mesures contre les partisans présumés du mouvement, qui se sont notamment traduites par des vagues massives d'arrestations dans l'administration, le système éducatif, la justice, l'armée et les forces de sécurité. En quelques jours plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires ont été suspendus ou appréhendés. Parmi les personnes arrêtées et limogées figuraient également plus de 160 généraux et amiraux (près de la moitié des effectifs dans ces rangs). Dans le cadre de l'état d'urgence proclamé, environ 120'000 personnes au total ont été suspendues et environ 40'000 emprisonnées jusqu'au mois d'avril 2017. Selon les observateurs, le gouvernement a également utilisé la tentative de coup d'État comme prétexte pour justifier une répression encore plus musclée des détracteurs du gouvernement et des opposants politiques non impliqués dans le coup d'État.

Outre l'effet déstabilisateur du coup d'État en lui-même et son influence sur le durcissement de la politique répressive du gouvernement, les «purgés» opérés dans les forces de sécurité revêtent une importance

particulière. En effet, ces «purgés» ont limité la capacité de l'État turc à faire face aux autres défis sécuritaires auxquels le pays est confronté, notamment le terrorisme djihadiste importé de la guerre de Syrie, ainsi que par la reprise du conflit kurde.

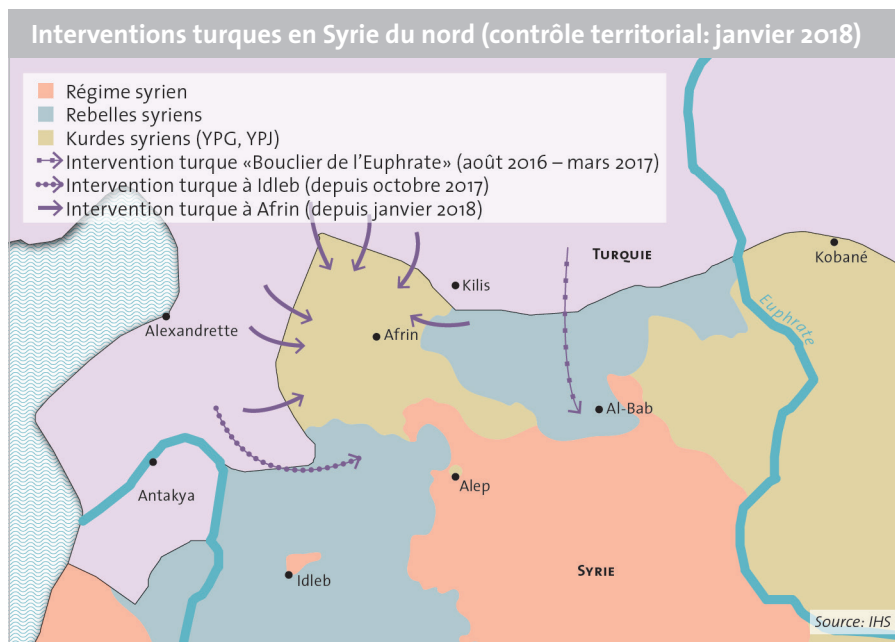
### La Turquie et l'État islamique

L'un des problèmes de sécurité aigus auxquels la Turquie fait actuellement face est celui des milices djihadistes qui combattent en Syrie. Jusqu'à mi-2015, la Turquie était accusée de soutenir passivement, voire activement, les milices djihadistes qui opéraient en Syrie, notamment l'État islamique (EI). Entre autres, on reprochait à la Turquie de laisser passer à sa frontière des flux de ravitaillement en personnes et en matériel, d'acheter du pétrole brut acquis par l'EI et même d'apporter un soutien plus actif sous la forme de livraison d'armes et de matériel.

À l'heure actuelle, il est difficile de vérifier de manière indépendante dans quelle mesure ces allégations sont fondées. Le potentiel soutien apporté par la Turquie aux milices djihadistes pourrait toutefois s'expliquer, jusqu'à un certain degré, par les impératifs stratégiques qu'Ankara poursuit en Syrie. Dans certaines domaines au moins, et surtout au début de la guerre en Syrie, il existait en effet une certaine convergence entre les intérêts turcs et ceux des milices djihadistes, notamment l'EI à partir de 2013. L'EI a ainsi livré une lutte acharnée contre les Kurdes syriens au nord de la Syrie, soit à la frontière turque. Dans le chaos de la guerre, ces derniers ont rapidement pris le contrôle des régions principalement peuplées par les Kurdes et proclamé la zone de facto autonome de Rojava, le long de la frontière turque (voir carte). Du point de vue d'Ankara, qui considère les plus puissantes milices des kurdes syriens (les YPG et les YPJ) comme liées au PKK, donc comme des terroristes, il était impératif d'affaiblir autant que possible les Kurdes syriens pour des raisons liées à la question kurde en Turquie. En outre, les djihadistes, notamment l'EI, ont réussi, à partir de 2013, à s'établir comme un contrepoids au régime d'Assad dans le conflit syrien, régime contre lequel la Turquie avait clairement pris position au début des soulèvements en 2011.

### Volte-face vis-à-vis de l'EI

Officiellement, la Turquie a déclaré ne pas mener d'actions plus vigoureuses contre l'EI par crainte de représailles. Sans préjuger de la validité des accusations de coopération ou de laisser-faire de la Turquie avec



les djihadistes, on peut cependant noter que la Turquie a sensiblement durci sa position vis-à-vis de l'EI à partir de mi-2015. La pression que les États-Unis et leurs alliés ont maintenu à l'encontre de la Turquie pour qu'elle prenne des mesures plus énergiques à l'encontre de l'EI étant une des raisons pour ce volte-face.

Ainsi, fin juillet 2015, la Turquie a mené des raids d'envergure qui visaient notamment les réseaux djihadistes opérant sur son territoire. À partir de cette date, les États-Unis ont également été autorisés à utiliser la base aérienne d'Incirlik dans leur lutte contre l'EI – ce que la Turquie leur refusait, malgré son adhésion à la coalition internationale contre l'EI depuis septembre 2014. La Turquie est également intervenue militairement au nord de la Syrie en août 2016, officiellement pour pousser l'EI hors de la zone frontalière entre les deux pays, qu'il contrôlait encore à l'époque. Or, par cette intervention, la Turquie a également pu empêcher les Kurdes syriens de relier géographiquement les zones qu'ils contrôlaient au nord de la Syrie, affaiblissant ainsi leur position (voir carte).

### Les représailles de l'EI

Ce durcissement de la Turquie à partir de l'été 2015 a suscité la réaction de l'EI, qui a intensifié ses attentats en Turquie. Au lieu de concentrer ses attaques sur les Kurdes ou sur des cibles liées aux Kurdes, comme c'était le cas auparavant, cette vague d'attentats était cette fois-ci directement et systé-

matiquement dirigée contre l'État turc ainsi que contre la société turque. Le pays a ainsi vécu un attentat à la bombe à Ankara en octobre 2015, des attentats-suicides à Istanbul en janvier et mars 2016, un attentat contre l'aéroport Atatürk d'Istanbul en juin 2016 et un attentat contre une boîte de nuit d'Istanbul en janvier 2017. Cette série d'attentats a en partie aussi coïncidé avec les bouleversements pour les forces de sécurité causés par les purges massives après le coup d'état avorté. Ainsi, cette campagne terroriste de l'EI, qui a fait des centaines de morts et de blessés en Turquie, a fortement contribué à détériorer la situation de sécurité dans le pays.

### La question kurde

Une autre évolution qui a eu des conséquences néfastes sur la sécurité et la stabilité du pays est liée au conflit kurde, qui perdure de longue date en Turquie. Les négociations de paix entre le gouvernement turc et le PKK ont d'abord enregistré des progrès à partir de 2013. Malgré ces succès, il s'agissait d'une paix extrêmement fragile. De nouvelles tensions sont apparues lors du siège de la ville frontalière kurde de Kobané par l'EI (hiver 2014/15). Au début, la Turquie bloquait tous les approvisionnements dans la ville cernée du côté syrien et tenue par les YPG/YPJ. Les Kurdes turcs reprochaient de plus en plus vivement à l'État turc de tolérer l'EI sur son territoire, de l'utiliser comme un outil contre les Kurdes en général et même de le soutenir.

Cette situation a provoqué fin 2014 des tensions et des manifestations kurdes en Turquie.

### Reprise du conflit

Quand l'EI a perpétré des attentats dévastateurs au cours d'un rassemblement du parti d'opposition pro-kurde HDP en juillet 2015, puis quelques semaines plus tard lors d'un événement d'un parti de jeunes pro-kurde en Turquie, les cercles proches du PKK ont commis en représailles des attaques contre les forces de sécurité turques, perçues comme complices. La réaction en chaîne qui s'est alors déclenchée, avec des frappes aériennes turques contre des cibles du PKK dans le nord de l'Irak, des vagues d'arrestations en Turquie et de nouveaux attentats du PKK et d'autres groupes kurdes, a finalement conduit à l'échec des négociations de paix. Cette spirale de violence a débouché sur une série d'attaques du PKK et d'autres groupes kurdes, ainsi qu'une vaste opération des forces de sécurité turques dans le sud-est de la Turquie, où vit l'essentiel de la minorité kurde du pays. L'ONU et diverses organisations de défense des droits humains ont fait état d'exactions à l'encontre de la population civile de la part des forces de sécurité turques. Selon l'International Crisis Group, entre juillet 2015 et mars 2017, environ

## La Turquie a sensiblement durci sa position vis-à-vis de l'EI à partir de mi-2015.

3300 personnes ont perdu la vie dans le conflit entre les forces de sécurité turques et les groupes kurdes. La reprise du conflit kurde, conjuguée à la campagne terroriste de l'EI, a encore accentué la déstabilisation et détérioré la situation en Turquie.

De manière générale il est difficile d'évaluer dans quelle mesure les calculs électoraux de l'AKP dans le cadre des législatives turques de juillet 2015, au cours desquelles le parti a perdu la majorité au Parlement pour la première fois depuis 2002 du fait du renforcement du HDP pro-kurde, ont contribué à l'escalade du conflit kurde. Erdogan et l'AKP sont accusés d'avoir attisé le conflit kurde et de l'avoir utilisé pour raviver le ressentiment nationaliste contre les Kurdes et le HDP afin de regagner la majorité au Parlement lors de nouvelles élections anticipées de novembre 2015.

### Perspective

Le climat politique intérieur marqué par la forte polarisation de la société et les luttes

### Implications pour la Suisse

La situation en Turquie a aussi des implications pour la Suisse. En 2015, la Suisse figurait au 12<sup>e</sup> rang des investisseurs internationaux en Turquie. La sécurité de citoyens Suisses en Turquie est également un sujet de grande importance. En 2016, environ 215'000 ressortissants suisses ont visité le pays et 4422 ressortissants suisses y vivaient. De plus, différents événements en Turquie peuvent créer des tensions entre les communautés de diaspora qui vivent en Suisse.

de pouvoir, la reprise du conflit kurde et la campagne terroriste de l'EI représentent une amalgamation défavorable de facteurs qui ont fortement nui à la stabilité et à la sécurité en Turquie ces dernières années.

Sur le plan militaire, l'EI est quasiment vaincu. Sa capacité à commettre des attentats terroristes en Turquie n'est néanmoins nullement anéantie. De plus, en octobre 2017, la Turquie est intervenue militairement dans la province syrienne d'Idlib (voir carte) dans le but déclaré d'établir un couloir protégé. Selon différents experts, le motif primaire de la Turquie viserait également à bloquer une possible expansion kurde ainsi que d'encercler la région d'Afrin contrôlée par le YPG et le YPJ. De plus, il semblerait que les forces turques tolèrent la présence de djihadistes proches d'Al-Qaïda, fortement ancrés dans la province. Quelles que soient ses motivations, la Turquie court le risque – comme il lui a déjà été reproché dans sa gestion de l'EI – de

créer des problèmes de sécurité qui pourraient s'avérer dangereux dans le futur de par leur obsession de contrecarrer les Kurdes syriens. En effet, à long terme, la présence à Idlib de djihadistes ne peut être dans l'intérêt de personne, y inclus de la Turquie. Les attentats terroristes perpétrés par l'EI auraient pourtant dû indiquer clairement que, lors de circonstances changeantes, des groupes djihadistes peuvent également s'en prendre à la Turquie.

Malgré les efforts de la Turquie visant à contrecarrer autant que possible les Kurdes en Syrie, ces derniers contrôlent actuellement une grande partie de la zone frontalière du côté syrien. Ils se sont ainsi imposés comme des acteurs majeurs d'une éventuelle résolution du conflit syrien et jouissent notamment de support et du soutien politique des États-Unis et de la Russie. L'intervention militaire lancée en janvier 2018 par la Turquie à Afrin, au nord-ouest de la Syrie, ayant le but de déloger les YPG/YPJ de la région (voir carte) représente un autre risque important pour la stabilité et la sécurité en Turquie. Cette opération est conforme aux priorités politiques d'Ankara en matière de sécurité, à savoir contrecarrer le développement d'une région kurde autonome en Syrie au niveau de sa frontière. Mais dans le même temps, elle comporte également le risque que les Kurdes fassent preuve de solidarité transfrontalière, comme déjà lors du siège de la ville de Kobané en 2014/15, ce qui contribuerait sans aucun doute à attiser encore le conflit kurde en Turquie.

La Turquie restera donc aux prises avec de graves problèmes de sécurité dans un avenir

proche. Une réforme constitutionnelle qui renforcera considérablement le pouvoir présidentiel d'Erdogan sur la justice et le Parlement a été adoptée à une très courte majorité en juillet 2017. Cette réforme aura-t-elle un effet stabilisateur sur la situation en Turquie, comme ses partisans l'attendent, ou accentuera-t-elle la dérive autoritaire du gouvernement en affaiblissant la séparation des pouvoirs, comme le craignent ses détracteurs? La plupart des observateurs indépendants en Occident considèrent ce dernier scénario comme plus probable, ce qui pourrait potentiellement encore accentuer l'instabilité.

La Turquie se trouve actuellement à la croisée des chemins. Le pays parviendra-t-il à réconcilier ses clivages politiques intérieures et à échapper au maelström déstabilisateur de la guerre en Syrie? En fin de compte, ce ne sont pas uniquement la sécurité, la stabilité et le développement de la Turquie elle-même qui en dépendront. Compte tenu de l'importance géostratégique du pays, cela affectera non seulement la stabilité et la sécurité de toute la région, mais aussi de l'Europe et de l'Occident en général.

**Fabien Merz** est chercheur au sein du think tank «Swiss and Euro-Atlantic Security» du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zurich. Il est auteur de «La difficile gestion des personnes de retour du djihad» (2017).

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist et Matthias Bieri  
Traduction: Consultra; Relecture: Fabien Merz  
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni  
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: [analysen@sipo.gess.ethz.ch](mailto:analysen@sipo.gess.ethz.ch)  
Téléchargement et abonnement: [www.css.ethz.ch/cssanalysen](http://www.css.ethz.ch/cssanalysen)

Parus précédemment:

**Intelligence artificielle: les ambitions de la Chine** No 220  
**Les politiques de défense italienne et polonaise** No 219  
**Le concept de nation-cadre de l'OTAN** No 218  
**La sécurité sanitaire dans le contexte mondial** No 217  
**Les enjeux stratégiques du marché du pétrole** No 216  
**Mali: une paix fragile** No 215